

EXTRAIT
du Registre des Délibérations du Bureau du Conseil Général

Séance du 28 FEVRIER 1983

Dossier n° 36

Objet de l'Affaire : TAXE DEPARTEMENTALE D'ESPACES VERTS
Création de zones de préemption.

VU le rapport de M. Le PRESIDENT du CONSEIL GENERAL relatif à la sauvegarde des espaces naturels et le maintien de la qualité de la vie ;

CONSIDERANT que l'ensemble du Département a été classé périmètre sensible en raison de la diversité de nombreux sites qui présentent un attrait certain tant plan historique que de leur beauté naturelle ;

CONSIDERANT que la taxe départementale d'espaces verts qui a été fixée à 1 % par délibération du Conseil Général en date du 3 avril 1980, donne les moyens financiers nécessaires à l'application de cette politique ;

LE BUREAU DU CONSEIL GENERAL

DONNE SON ACCORD pour la création de zones de préemption délimitées dans le département, aux alentours du barrage de LAPRADE, la retenue de MONTBEL, la forêt départementale de la Montagne Noire, le barrage de LA GANGUISE.

Les modalités d'utilisation de la taxe seront déterminées lors d'une prochaine réunion.

Pour le Président et par délégation,
Le Vice-Président délégué

REÇU A LA PRÉFECTURE

Le 4 MARS 1983

André BAURET



1432 W 18

BUREAU DU CONSEIL GENERAL

Séance du 28 Février 1983

TAXE DEPARTEMENTALE D'ESPACES VERTS
Création de zones de préemption

Messieurs,

La législation sur les "périmètres sensibles" a pour but la sauvegarde des espaces naturels et le maintien de la qualité de la vie.

L'ensemble du département a été classé périmètre sensible en raison de la diversité de nombreux sites qui présentent un attrait certain tant au plan historique que de la beauté naturelle. En effet, le Département de l'Aude est considéré comme une mosaïque du paysage français (montagne, mer, forêts et landes).

La taxe départementale d'espaces verts qui a été fixée à 1 % par délibération du Conseil général en date du 3 Avril 1980 donne les moyens financiers nécessaires à l'application de cette politique.

Je vous précise à ce sujet qu'une recette de 1.700.000 F a déjà été encaissée par le Département.

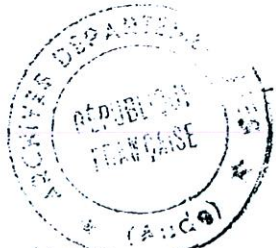
Dès à présent, il vous est possible d'envisager la création de zones de préemption qui constituent le 2ème volet de la procédure. Celles-ci pourraient être nettement délimitées dans le département, aux alentours, par exemple, du barrage de Laprade, de la retenue de Montbel et circonscrire la forêt départementale de la Montagne Noire.

D'autres zones pourraient bien sûr être déterminées ensuite.

Lors d'une prochaine réunion pourraient être déterminées les modalités d'utilisation de la taxe.

Je vous serais obligé, Messieurs, de bien vouloir en délibérer et me faire connaître votre décision et vos propositions.

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL,



Robert CARDENILLA
Robert CARDENILLA

L I S T E D E S C O M M U N E S

sur le territoire desquelles ont été créées des

Z O N E S D E P R E E M P T I O N

par arrêté préfectoral du 8 décembre 1986
(Journal Officiel du 13 mars 1987)

RETENUE DE MONTBEL :

- CHALABRE
- SAINTE COLOMBE SUR L'HERS
- RIVEL

BARRAGE DE LA GANGUISE :

- BELFLOU
- MOLLEVILLE
- CUMIES
- GOURVIEILLE
- BARAIGNE

BARRAGE DE LAPRADE :

- LAPRADE
- LES MARTYS

FORET DEPARTEMENTALE DE LA MONTAGNE NOIRE :

- LA TOURETTE CABARDES
- MIRAVAL CABARDES
- ROQUEFERE
- CASTANS
- SAISSAC
- MAS CABARDES
- LABASTIDE ESPARBAIRENQUE
- PRADELLES CABARDES
- CUXAC CABARDES
- LACOMBE
- CAUDEBRONDE
- LESPINASSIERE
- SAINT DENIS

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL GÉNÉRAL DE L'AUDE

Séance du 15 Mai 1986

TAXE DÉPARTEMENTALE D'ESPACES VERTS

Modalité d'utilisation du produit de la taxe

Monsieur BROUSSE, Rapporteur :

Vos Commissions de l'Environnement et des Finances ont examiné le rapport de M. le Président du Conseil général relatif aux modalités d'utilisation de la taxe départementale d'espaces verts.

Je vous rappelle que le département de l'Aude, dont l'ensemble du territoire est classé en périmètre sensible, bénéficie depuis 1980 du produit de la taxe départementale d'espaces verts érigée récemment en taxe départementale des espaces naturels sensibles.

Cette taxe est versée par tout constructeur effectuant une opération de construction ou d'agrandissement de bâtiment sur l'ensemble du territoire départemental, à l'exclusion des bâtiments liés à l'activité agricole. Son taux est fixé à 1 % de la valeur de l'ensemble immobilier.

Cette taxe est versée à un compte spécial du budget départemental et constitue une recette affectée qui, conformément à la réglementation des périmètres sensibles, peut être utilisée :

- aux acquisitions de terrains et à leur aménagement en espaces libres incorporés dans le domaine public départemental,
- à la protection et à l'entretien d'espaces verts ou forestiers ouverts au public dans le cadre de conventions passées entre les propriétaires,
- à la participation aux acquisitions de terrains effectuées par le Conservatoire de l'Espace littoral et des rivages lacustres, ainsi qu'à l'entretien des terrains acquis par lui ou par les communes dans le cadre de leur droit de substitution.

.../...

Je vous rappelle, par ailleurs, que le Bureau du Conseil général, dans sa séance du 16 Janvier 1984 avait demandé la création de zones de préemption sur le territoire de 23 communes du Département considérées comme particulièrement sensibles puisqu'elles recouvrent des zones sur lesquelles sont réalisés des investissements départementaux importants (barrages ou domaine boisé départemental). Ces 23 communes sont :

- CHALABRE,
- SAINTE COLOMBE SUR L'HERS,
- RIVEL,
- BELFLOU,
- MOLLEVILLE,
- CUMES,
- GOURVIEILLE,
- BARAIGNE,
- LAPRADE,
- LES MARTYS,
- LA TOURETTES CABARDES,
- MIRAVAL CABARDES,
- ROQUEFERE,
- CASTANS,
- SAISSAC,
- MAS CABARDES,
- LABASTIDE ESPARBAIRENQUE,
- PRADELLES CABARDES,
- CUXAC-CABARDES,
- LACOMBE,
- CAUDEBRONDE,
- LESPINASSIERE,
- SAINT DENIS.

Ce dossier est resté en instance dans les services de M. le Préfet depuis cette date.

La création de zones de préemption devenant une compétence relevant de l'autorité départementale à compter du 17 Juin 1986, M. le Président sera prochainement amené à procéder à la délimitation de ces zones qui pourraient être fixées à l'ensemble du territoire des communes concernées, à l'exception des zones urbanisées classées en zone U dans les communes disposant d'un plan d'occupation des sols arrêté ou publié.

Vos Commissions vous proposent d'arrêter les modalités d'utilisation suivantes :

- a) l'acquisition de domaines boisés et d'espaces verts à l'intérieur des zones de préemption.

Le Département mettrait en oeuvre directement son droit de préemption sur ces zones.

Le produit de la taxe serait affecté à l'acquisition, à l'aménagement et à l'entretien courant des forêts et des terrains boisés incorporés au domaine public départemental et ouverts au public.

.../...

b) l'acquisition de terrains à proximité des plans d'eau ou barrage situés également en zone de préemption.

L'intervention du Département en ce domaine aurait également pour but un meilleur contrôle de l'occupation du sol sur des zones particulièrement sensibles.

Le Département pourrait, selon le cas :

- exercer directement son droit de préemption pour acquérir des terrains constituant des réserves foncières qu'il pourrait ensuite aménager lui même grâce au produit de la taxe,
- participer à des acquisitions effectuées par le Conservatoire du Littoral,
- participer à l'aménagement et l'entretien d'acquisitions réalisées par les communes à l'intérieur de zones de préemption, lorsque le Département n'aura pas jugé indispensable de préempter lui même.

c) Intervention sur les espaces de liberté :

Le Département pourrait intervenir financièrement grâce au produit de la taxe pour subventionner les projets d'espaces de libertés créés à l'initiative de seules communes ou de syndicats de communes, sur l'ensemble du territoire départemental,

Les projets seraient soumis, pour étude technique, au Comité départemental du Tourisme de manière à assurer une certaine cohérence entre ce type d'opération et les objectifs poursuivis par ailleurs par le Département en matière de tourisme.

d) Interventions sur des projets émanant du Comité départemental du Tourisme.

Le Département financerait la mise en place des projets élaborés au niveau du Comité départemental du Tourisme tels que sentiers de grande randonnée, sentiers équestres etc.....

L'intervention du Département, sur proposition du C.D.T. consisterait donc :

- soit à acquérir et aménager les terrains correspondant au projet,
- soit à venir en aide financièrement, par le biais de conventions avec les propriétaires, à une opération d'aménagement ou d'entretien du terrain ou du sentier qui resterait la propriété d'une commune ou d'un particulier.

e) Interventions diverses :

Le département de l'Aude pourrait également être amené à intervenir ponctuellement sur certaines opérations pouvant légalement être financées sur le produit de la taxe départementale, mais n'entrant pas dans l'une des rubriques mentionnées ci-dessus. Il pourrait s'agir d'opérations de reboisement, de balisage de pistes de ski de fond etc.... présentées à l'initiative d'une commune ou d'une association. L'intervention du Département dans ces cas là serait tout à fait ponctuelle et exceptionnelle.

.../...

Le Bureau recevrait délégation pour prendre les décisions découlant de la délibération prise aujourd'hui.

Ces modalités s'appliqueraient pour une période expérimentale d'un an et pourraient être revues à la fin de cette période.

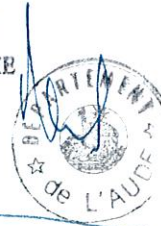
M. LE PRESIDENT - Pas d'observations, pas d'oppositions ?

Les conclusions sont adoptées.

POUR EXTRAIT
CERTIFIÉ CONFORME

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur des Affaires départementales.

M. ROUBIN



REÇU A LA PREFECTURE



Le 29 MAI 1986